

1557

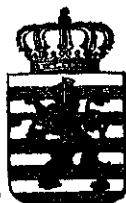
Mémorial

du

Memorial

des

Grand-Duché de Luxembourg. Großherzogtums Luxemburg.



Jeu- di, 30 décembre 1920.

N^o 99.

Donnerstag, 30. Dezember 1920.

Loi du 28 décembre 1920, concernant l'allocation d'une indemnité supplémentaire de r^eenchérissement aux fonctionnaires et employés de l'Etat.

Nous CHARLOTTE, par la grâce de Dieu, Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc.;

Notre Conseil d'Etat entendu;

De l'assentiment de la Chambre des députés;

Vu la décision de la Chambre des députés en date du 24 décembre courant, et celle du Conseil d'Etat du 26 du même mois portant qu'il n'y a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

Art. 1^{er}. L'indemnité de vie chère allouée par la loi du 21 mars 1920 est augmentée, pour chacun des mois de septembre à décembre 1920 inclusivement, pour les hommes mariés de même que pour les veufs ou veuves avec un ou plusieurs enfants au-dessous de l'âge de 18 ans d'une somme égale à 4,16 % du traitement annuel effectif ou de la pension touchée par l'intéressé. Pour les personnes célibataires ou veufs ou veuves sans enfants au-dessous de l'âge de 18 ans, cette indemnité est de 2,75 %.

Pour le clergé paroissial l'indemnité supplémentaire sera par mois de 125 fr. pour les desservants et de 100 fr. pour les vicaires et chapelains.

Gesetz vom 28. Dezember 1920, betreffend Bewilligung einer Supplementarteuerungs-zulage für die Staats-Beamten und Ange-stellten.

Wir Charlotte, von Gottes Gnaden, Groß-herzogin von Luxemburg, Herzogin zu Nassau, etc., etc., etc.;

Nach Anhörung Unseres Staatsrates;

Mit Zustimmung der Abgeordneten-Kammer;

Nach Einsicht der Entscheidung der Abge-ordneten-Kammer vom 24. Dezember 1920, und derjenigen des Staatsrates vom 26. des-jelben Monats, gemäß welchen eine zweite Abstimmung nicht erfolgen wird;

Haben verordnet und verordnen:

Art. 1. Die durch Gesetz vom 24. März 1920 bewilligte Teuerungs-zulage wird, für jeden der Monate September bis Dezember 1920 ein-schließlich, erhöht: für die Verheirateten sowie Wittver und Wittwen mit einem oder mehreren Kindern unter 18 Jahren um 4,16 %, für die Lebigen oder Wittver oder Wittwen ohne Kinder unter 18 Jahren um 2,75 % des wirklichen Jahresgehaltes oder Ruhegehaltes.

Für den Pfarrklerus beträgt die Supple-mentarteuerungs-zulage monatlich 125 Fr. für die Pfarrverweser, und 100 Fr. für die Vikare und Kapläne.

Quant aux conservateurs des hypothèques et les receveurs de l'enregistrement, l'indemnité supplémentaire sera calculée sur le taux du traitement réel tel qu'il est fixé par l'art. 2 de la loi du 24 mars 1920; les indemnités des géomètres du cadastre seront calculées sur le traitement réel, fixe et variable, évalué par la loi du 17 août 1920.

Le Gouvernement en conseil pourra arbitrer les suppléments à accorder aux personnes accessoirement occupées au service de l'État et visées par l'alinéa final de l'art. 1^{er} de la dite loi du 24 mars 1920.

Art. 2. En aucun cas l'indemnité supplémentaire ne pourra être inférieure au traitement ou à la pension du mois de décembre 1920, y compris l'indemnité de résidence et de renchérissement.

Art. 3. Pour couvrir les dépenses résultant de l'exécution de la présente loi, il est mis à la disposition du Gouvernement un crédit non limitatif de 5.000.000 fr. qui sera rattaché à l'art. 313^{bis} du budget pour 1920.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au *Mémorial* pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

Château de Berg, le 28 décembre 1920.

CHARLOTTE.

Les membres du Gouvernement,

E. REUTER.
N. WELTER.
A. LIESCH.
A. NEYENS.
R. DE WAHA.
A. PESCATORE.

Für die Hypothekenbewahrer und die Einnahmer der Enregistrementverwaltung wird die Supplementarsteuerzulage auf das wirkliche Gehalt berechnet, wie selbes durch Art. 2 des Gesetzes vom 24. März 1920 festgesetzt ist; die Zulagen für die Geometer des Katasters werden auf das wirkliche feste Gehalt mit veränderlicher Vergütung, wie solches durch Gesetz vom 17. August 1920 festgelegt ist, berechnet.

Das Regierungskollegium kann die Supplementarzulagen an Privatpersonen, welche im Nebenberufe im Staatsdienst beschäftigt sind und durch Art. 1, letzter Absatz des vorbezeichneten Gesetzes vom 24. März 1920 bezeichnet sind, bestimmen.

Art. 2. Auf keinen Fall darf die Supplementarsteuerzulage geringer sein als das Gehalt oder die Pension des Monats Dezember 1920, zuzüglich der Orts- und Steuerzulage.

Art. 3. Zur Deckung der durch gegenwärtiges Gesetz bedingten Ausgaben wird der Regierung ein unbefristeter Kredit von 5.000.000 fr. zur Verfügung gestellt, welcher Art. 313^{bis} des Ausgabenbudgets von 1920 beigeschrieben wird.

Befehlen und verordnen, daß dieses Gesetz ins „Mémorial“ eingebracht werde, um von allen, die es betrifft, ausgeführt und befolgt zu werden.

Schloß Berg, den 28. Dezember 1920.

Charlotte.

Die Mitglieder der Regierung,

E. Reuter,
N. Welter,
A. Liesch,
A. Neyens,
R. de Waha,
A. Pescatore.

Loi du 28 décembre 1920, autorisant le Gouvernement à édicter un statut réglementant les conditions d'emploi, de travail, de rémunération et de mise à la retraite des employés et ouvriers occupés au service des exploitants des chemins de fer situés sur le territoire du Grand-Duché.

Nous CHARLOTTE, par la grace de Dieu, Grande-Duchesse de Luxembourg Duchesse de Nassau, etc., etc., etc.;

Notre Conseil d'État entendu;

De l'assentiment de la Chambre des députés;

Vu la décision de la Chambre des députés du 24 décembre et., et celle du Conseil d'État du 26 du même mois, portant qu'il n'y a pas lieu à second vote.

Avons ordonné et ordonnons:

Art. 1^{er}. Le Gouvernement est autorisé à édicter, sous forme d'arrêté grand-ducal, un statut réglementant les conditions d'emploi, de travail, de rémunération et de mise à la retraite des employés et ouvriers occupés au service des exploitants des chemins de fer situés sur le territoire du Grand-Duché, en y introduisant, s'il y a lieu, les distinctions nécessaires entre les différents réseaux du pays.

L'édiction de ce statut de réglementation aura lieu par voie d'un règlement d'administration publique, soumis à l'avis obligatoire du Conseil d'État, les exploitants intéressés préalablement entendus dans leurs observations et propositions.

Art. 2. L'excédent des dépenses résultant de la mise en vigueur de ce statut sera récupéré au moyen de surtaxes à percevoir tant sur les voyageurs que sur les transports de marchandises, sauf pour les lignes à petite section.

Gezetz vom 28. Dezember 1920, wodurch die Regierung ermächtigt wird, die Bedingungen über Anstellung, Arbeit, Besoldung und Versetzung in den Ruhestand der Angestellten und Arbeiter der auf dem Gebiete des Großherzogtums gelegenen Eisenbahnen, durch ein Statut zu regeln.

Nir Charlotte, von Gottes Gnaden, Großherzogin von Luxemburg, Herzogin zu Nassau, etc., etc., etc.;

Nach Anhörung Unseres Staatsrates;

Mit Zustimmung der Abgeordnetenkammer;

Nach Einsicht der Entscheidung der Abgeordnetenkammer vom 24. Dezember d. J. und derjenigen des Staatsrates vom 26. desselben Monats, wonach eine zweite Abstimmung nicht erfolgen wird;

haben verordnet und verordnen:

Art. 1. Die Regierung ist ermächtigt, in Form eines Groß. Beschlusses ein Statut zu erlassen, wodurch die Bedingungen über Anstellung, Arbeit, Besoldung und Versetzung in den Ruhestand der Angestellten und Arbeiter der auf dem Gebiete des Großherzogtums gelegenen Eisenbahnen geregelt werden, indem sie, wenn nötig, die erforderlichen Unterscheidungen zwischen den verschiedenen Eisenbahnen des Landes in das Gesetz einfügt.

Der Erlass dieses Statuts geschieht durch ein öffentliches Verwaltungsreglement, das dem Gutachten des Staatsrates unterbreitet werden muß, nachdem die Betriebsunternehmer vorher in ihren Bemerkungen und Anträgen gehört worden sind.

Art. 2. Der Ausgabenüberschuß, der sich aus dem Inkrafttreten dieses Statuts ergibt, wird durch Zuschlagsteuern gedeckt, die sowohl auf den Reisenden als auf den Warenverkehr, jedoch mit Ausnahme der Kleinbahnen, erhoben werden.

Avant leur mise en vigueur les dites surtaxes sont à soumettre à l'homologation du Gouvernement. Elles pourront être abrogées ou réduites par décision du Gouvernement, après que l'exploitant aura été entendu, aussitôt que les revenus des différents réseaux le permettront.

Art. 3. Le Gouvernement est autorisé à accorder aux exploitants des réseaux à petite section, des subventions destinées à remplacer les surtaxes dont mention à l'article précédent.

Art. 4. Le Gouvernement est autorisé à allouer sans retard au personnel en activité de service de tous les réseaux, ainsi qu'aux retraités du Guillaume-Luxembourg, de la société des chemins de fer secondaires et de la société des chemins de fer cantonaux, pour autant qu'ils habitent le Grand-Duché, une avance à faire valoir sur les rémunérations et pensions futures. Cette avance, qui est de fr. 750 par personne et respectivement par ménage, sera récupérée par les soins des exploitants respectifs moyennant des retenues périodiques qui ne pourront porter que sur l'excédent créé par le nouveau statut.

Art. 5. La loi du 31 octobre 1919 portant règlement du louage de service des employés privés est inapplicable au personnel visé par les dispositions de la présente loi, pour autant que le règlement d'administration publique à édicter en vertu de cette loi n'en dispose autrement.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au *Mémorial*, pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

(Château de Berg, le 28 décembre 1920.

CHARLOTTE.

*Le Directeur général du commerce,
de l'industrie et du travail,*

A. PESCATORE.

Le Directeur général des finances,

A. NEYENS.

Die Zuschlagstaxen unterliegen vor ihrem Inkrafttreten der Genehmigung der Regierung. Sie können durch Regierungsbeschluß, nach Anhörung des Betriebsunternehmer abgeschafft oder herabgesetzt werden, sobald die Einnahmen der verschiedenen Eisenbahnecke es erlauben.

Art. 3. Die Regierung ist ermächtigt, den Betriebsunternehmern der Kleinbahnen Zuschüsse zu bewilligen, welche die in vorstehendem Artikel erwähnten Zuschlagetaxen ersetzen.

Art. 4. Die Regierung ist ermächtigt, ohne Vorzug dem im aktiven Dienst stehenden Eisenbahnpersonal, sowie den Pensionierten der Wilhelm-Luxemburg, der Sekundär- und Kantonalbahnen, insofern sie im Großherzogtum wohnen, einen Vorchuß auf die zukünftigen Besoldungen und Pensionen zu bewilligen. Dieser Zuschuß, welcher 750 Franken pro Person bzw. Haushalt beträgt, wird von den verschiedenen Betriebsunternehmern mittels periodischer Abzüge, die jedoch nur auf den durch das neue Statut geschaffenen Mehreinkünften getätigt werden können, wieder eingebracht.

Art. 5. Das Gesetz vom 31. Oktober 1919, betreffend Regelung des Arbeitsvertrags der Privatbeamten ist nicht auf das durch die Bestimmungen vorstehenden Gesetzes bezeichnete Personal anwendbar, es sei denn, daß das Gesetz dieses zu erlassende Verwaltungsreglement anders bestimmt.

Befehlen und verordnen, daß dieses Gesetz in „Mémorial“ eingelegt werde, um von allen die es betrifft, ausgeführt und befolgt zu werden

Schloß Berg, den 28. Dezember 1920

Charlotte.

*Der General-Direktor des Handels,
der Industrie und der Arbeit,*

A. Pescatore.

Der General-Direktor der Finanzen,

A. Neyens.

Arrêté ministériel du 29 décembre 1920, concernant la procédure électorale pour l'élection des délégations d'employés.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE ET DU TRAVAIL;

Vu la loi du 31 octobre 1919 portant règlement légal du contrat de louage de service des employés privés, notamment les articles 24 et 25 sur le comité de délégation des employés;

Vu l'art. 6 § 2 de l'arrêté grand-ducal du 26 juillet 1920 sur la procédure électorale à suivre pour l'installation des délégations d'employés;

Arrête:

Art. 1^{er}. L'élection sera dirigée par le patron de l'entreprise en personne ou par son fondé de pouvoir, assisté de deux délégués des employés désignés par les employés électeurs. Ces délégués ne pourront figurer sur les listes contenant les propositions de candidats.

Le jour de l'élection, l'un des deux délégués sera désigné comme secrétaire par le bureau d'élection.

Art. 2. Le patron de l'entreprise ou son remplaçant fera la convocation aux élections; il établira également les listes des électeurs. Ces listes devront être rendues publiques au moins huit jours avant les élections. Elles contiendront le nom de tous ceux, qui sont occupés dans l'entreprise comme employés en sens de la loi, sans distinction de nationalité, de sexe et d'âge.

Art. 3. Le président du bureau annoncera l'élection au plus tard quinze jours d'avance et fera connaître aux employés la procédure électorale.

Cette annonce indiquera notamment le nombre des membres effectifs et des suppléants à élire, le lieu où les électeurs pourront prendre

Ministerialbeschluss vom 29. Dezember 1920, betreffend Wahlordnung für die Wahl der Angestellten-Ausschüsse.

Der General-Direktor des Handels, der Industrie und der Arbeit:

Gesehen das Gesetz vom 31. Oktober 1919 betreffend die gesetzliche Regelung des Dienstvertrages der Privat-Angestellten besonders die Art. 24 und 25 über den Ausschuss der Angestellten Delegierten;

Gesehen Art. 6 § 2 des Großh. Beschlusses vom 26. Juli 1920 über die Errichtung von Angestellten-Ausschüssen;

Beschließt:

Art. 1. Die Wahl wird durch den Betriebsunternehmer selbst oder einen Bevollmächtigten unter Beifüg von zwei Vertretern der wahlberechtigten Angestelltenschaft, die von dieser bezeichnet werden, geleitet. Diese Vertreter der Angestellten dürfen nicht auf den Vorschlagslisten als Kandidaten figurieren.

Am Tage der Wahl wird einer von den beiden Beisitzenden vom Wahlbureau als Sekretär bezeichnet.

Art. 2. Die Einberufung zu den Wahlen erfolgt durch den Arbeitgeber oder seinen Vertreter, welcher auch die Wählerlisten aufstellt. Die Listen sind mindestens acht Tage vor der Wahl zur Kenntnisaufnahme auszulegen und müssen die Gesamtheit der im Betriebe beschäftigten Angestellten im Sinne des Gesetzes ohne Unterschied der Nationalität, des Geschlechtes und des Alters enthalten.

Art. 3. Der Wahlleiter hat spätestens 14 Tage vor dem Tage der Stimmenabgabe ein Wahlausschreiben zu erlassen und die Wahlordnung bekannt zu geben. Im Wahlausschreiben ist die Zahl der zu wählenden Ausschussmitglieder und Ersatzmitglieder bekannt zu geben, ferner das Lokal wo die Wählerlisten

connaissance de la liste des électeurs et de celle des candidats; elle dira en outre que les réclamations contre les listes électorales devront être présentées au président dans les trois jours de leur publication et que les listes de candidats proposés seront à remettre au plus tard dans les dix jours de l'avis qui annonce l'élection.

L'annonce indiquera en outre le lieu où les opérations électorales auront lieu ainsi que l'heure à laquelle ces opérations commenceront et se termineront. Entre le commencement et la fin des opérations il devra y avoir un espace de temps suffisant, d'une durée d'au moins une heure, pour que chaque électeur puisse remplir son devoir électoral.

Art. 4. Les employés électeurs devront remettre au président du bureau électoral les listes de candidats pour les places vacantes de membres effectifs et de membres suppléants et cela au plus tard à 6 heures du soir du dixième jour après la fixation du jour de vote. Les propositions, émises après ce délai ne pourront plus être prises en considération et le vote devra se borner aux candidats proposés par les listes en temps utile.

Les listes contenant des propositions de candidats devront porter les signatures d'au moins cinq employés électeurs.

Elles ne pourront contenir que les noms d'employés qui sont en droit de se faire inscrire sur les listes électorales et qui remplissent en outre les conditions prévues à l'art. 5 de l'arrêté grand-ducal du 26 juillet 1920.

Art. 5. Le président du bureau électoral aura soin d'examiner le plus tôt possible les réclamations formulées contre les listes électorales et de prendre les décisions que les circonstances comporteront.

Ces décisions devront être communiquées aux intéressés avant le jour des élections.

Personne ne sera admis au vote, s'il ne figure pas sur la liste électorale le jour du vote.

und die Kandidatenlisten zur Einsicht auflegen, daß Einsprüche gegen die Wählerlisten binnen drei Tagen nach dem Tage der Auflegung beim Wahlleiter vorzubringen sind, ebenfalls, daß Vorschlagslisten spätestens 10 Tage nach dem Tage der Wahlaufschreibung eingereicht werden müssen.

Das Wahlaufschreiben bezeichnet ferner das Lokal wo die Wahl stattfindet, sowie die Stunde an welcher die Wahloperationen beginnen respektiv schließen. Es muß zwischen Anfang und Schluß der Operationen genügend Zeit vorhanden sein, wenigstens aber eine Stunde, damit jeder Wähler seiner Wahlpflicht nachkommen kann.

Art. 4. Bezüglich der zu wählenden Ausschussmitglieder, müssen von der Angelegten schaft Vorschlagslisten für die ständigen Mitglieder und die Ersatzleute dem Wahlleiter spätestens bis 6 Uhr abends des zehnten Tages, nach der Bekanntmachung der Wahlaußscheidung, eingereicht werden. Später eingehende Vorschläge werden nicht berücksichtigt, und die Abstimmung kann sich nur auf die fristgerecht eingereichten Vorschlagslisten beziehen.

Die Vorschlagslisten müssen von mindestens fünf Wahlberechtigten unterzeichnet sein und können nur solche Angelegte enthalten, welche berechtigt sind auf die Wählerlisten geschrieben zu werden und welche die im Art. 5 des Großh. Beschlusses vom 26. Juli 1920 angegebenen Bedingungen erfüllen.

Art. 5. Einsprüche gegen die Wahl Listen sind vom Wahlleiter baldmöglichst zu prüfen und zu entscheiden. Die Entscheidung in dem Beschwerdefähre vor dem Wahltag mitzuteilen.

Niemand wird zur Wahl zugelassen, welcher am Tage der Wahl sich nicht auf der Wählerliste befindet.

Art. 6. Le président devra vérifier les listes des candidats proposés; il écartera celles qui n'auront pas été remises dans le délai prescrit ou qui ne porteront pas les signatures exigées. Les listes valables seront rendues publiques deux jours avant les élections.

Art. 7. Le plaignant resp. les intéressés pourront former un recours contre la décision prise par le président du bureau électoral conformément aux art. 5 et 6. Ce recours sera fait sous la forme d'une demande en nullité des élections selon les prescriptions de l'art. 17 du présent arrêté.

Art. 8. Au cas où il n'aura pas été faite de remise de liste valable dans le délai prévu, le président en informera les électeurs et leur accordera un délai supplémentaire de trois jours.

Si les intéressés n'ont pas formulé leurs propositions après ce nouveau délai, le Directeur général du service afférent désignera les membres effectifs et les membres suppléants parmi les éligibles qui se trouvent sur la liste électorale.

Aucun recours ne sera possible contre cette désignation d'office des délégués.

Art. 9. L'exercice du droit de vote est obligatoire.

Le vote sera secret et se fera au moyen de bulletins imprimés ou écrits qui seront timbrés avant l'usage; le patron fournira les bulletins nécessaires qui doivent avoir une forme et une couleur uniforme.

Le président du bureau électoral devra veiller à ce qu'il y ait un nombre suffisant de bulletins.

Art. 10. Le jour de l'élection, le bureau électoral se réunira à l'heure indiquée dans la salle d'élection et les opérations commenceront.

L'électeur recevra des mains du président un bulletin de vote, plié en quatre à angle droit

Art. 6. Der Wahlleiter hat die Vorschlagslisten zu prüfen und etwa zu spät eingereichte oder nicht vorschriftsmäßig unterzeichnete als unzulässig abzuweisen. Die gültigen Kandidatenlisten sind zwei Tage vor der Wahl zur Kenntnisnahme der Angestellten zu bringen.

Art. 7. Gegen die vom Wahlleiter gemäß Art. 5 und 6 getroffene Entscheidung kann von dem Beschwerdeführer resp. von den Benachteiligten, Rekurs eingelegt werden, in der Form eines Antrages auf Unzulässigkeitsklärung der Wahl nach den Vorschriften des Art. 17 des gegenwärtigen Beschlusses.

Art. 8. Liegt keine gültige Kandidatenliste am bestimmten Termine vor, so hat der Wahlleiter dieses bekannt zu geben und zur Einreichung eine Nachfrist von drei Tagen festzusetzen.

Im Falle, daß auch nach dieser Frist keine gültige Kandidatenliste eingereicht wurde, werden die Ausschussmitglieder und die Ersatzleute vom zuständigen General-Direktor aus den Wählerlisten der Wählerlisten bezeichnet.

Gegen diese, von Amtswegen erfolgte Bezeichnung der Ausschussmitglieder, ist kein Rekurs möglich.

Art. 9. Die Ausübung des Wahlrechtes ist obligatorisch.

Die Abstimmung erfolgt geheim und durch gedruckte oder geschriebene Stimmzettel. Die Stimmzettel sind abgestempelt und werden vom Arbeitgeber beschafft; sie müssen eine einheitliche Form und Farbe haben.

Der Wahlleiter hat zu sorgen, daß genügend Stimmzettel vorhanden sind.

Art. 10. Zur festgesetzten Stunde am Tage der Wahl tritt das Wahlbureau im Wahllokal zusammen und das Wahlgeschäft beginnt.

Der Wähler empfängt aus der Hand des Wahlleiters einen in vier mit dem Stempel nach

et estampillé au verso; il se rendra ensuite à la place lui indiquée où il pourra formuler son vote d'une façon secrète et indépendante.

L'électeur formulera son vote en traçant au moyen d'un crayon noir une croix dans la case réservée derrière le nom des candidats qu'il voudra élire.

Il s'abstiendra de faire sur le bulletin toute autre inscription, signature, rature ou signe quelconque.

Il ne pourra disposer de plus de suffrages qu'il y aura de délégués et de membres suppléants à élire.

Art. 11. Si l'électeur, par inadvertance, détériore le bulletin qui lui a été remis, il pourra en demander un autre au président en lui rendant le premier qui sera aussitôt détruit. Il en sera fait mention au procès-verbal.

Art. 12. L'électeur déposera son bulletin dans l'urne en indiquant son nom; le secrétaire du bureau notera le vote sur la liste électorale.

Art. 13. L'urne sera ouverte à l'heure indiquée.

Le président lira successivement les bulletins à haute voix en présence des assesseurs, et les suffrages seront notés par le secrétaire.

Le résultat du vote sera rendu public par le président après l'accomplissement de toutes les formalités.

Tout électeur aura le droit d'assister aux opérations électorales, sans pouvoir toutefois examiner les bulletins ni entraver les opérations du bureau.

Les perturbateurs pourront être expulsés du local électoral.

Art. 14. Sont élus membres effectifs du comité de délégation, les candidats qui auront obtenu

außen gefalteten Zettel und begibt sich an den ihm zugewiesenen Platz, wo er sein Stimmzettel geheim und in aller Unabhängigkeit abgeben kann.

Der Wähler drückt sein Stimmzettel aus, indem er in das, hinter dem Namen der Kandidaten, die er zu wählen wünscht, angebrachte Feld, ein Kreuz mit schwarzem Bleistift zeichnet.

Er hat auf seinem Stimmzettel jedwede Aufschrift, Unterschrift, Streichung oder sonstige Zeichen wegzulassen.

Er kann nur so viele Stimmen abgeben, als Ausschussmitglieder und Ersatzmänner zu wählen sind.

Art. 11. Wenn der Wähler aus Unachtsamkeit den ihm eingehändigten Zettel verdirbt, kann er sich vom Wahlleiter einen anderen geben lassen, nachdem er den ersten, der sogleich zerstört wird, wieder abgeliefert hat. Dies wird im Protokoll erwähnt.

Art. 12. Der Wähler hat den Wahlzettel unter Nennung seines Namens in die bereit stehende Urne zu legen. Der Sekretär vermerkt die Stimmabgabe in den Wählerlisten.

Art. 13. Die Öffnung der Urne geschieht nach der festgesetzten und bekannt gegebenen Stunde.

Der Wahlleiter liest in Gegenwart der Zeisiger die Stimmzettel nacheinander laut vor und der Sekretär notiert die abgegebenen Stimmen.

Das Wahlergebnis wird durch den Wahlleiter nach Beendigung des Wahlganges bekannt gemacht.

Die Wähler sind befugt den Wahlverhandlungen beizuwohnen, dürfen aber weder die Stimmzettel einsehen, noch das Wahlgeschäft stören.

Die Störführer können aus dem Wahllokal entfernt werden.

Art. 14. Als ständige Ausschussmitglieder gelten diejenigen, welche die meisten Stimmen

le plus de voix; les suivants seront déclarés membres suppléants; le tout jusqu'à concurrence du nombre de délégués et de suppléants à élire.

Dans les cas où il y aura parité des votes, les aînés seront préférés.

Les bulletins nuls n'entreront point en compte pour fixer le nombre des voix.

Sont nuls tous les bulletins qui ne répondent pas aux prescriptions des art. 9 et 10 précités et les bulletins blancs.

Art. 15. Le bureau d'élection décidera à la pluralité des voix sur les contestations qui pourront s'élever pendant les opérations électorales.

Il sera dressé procès-verbal sur l'accomplissement de la procédure électorale et le résultat des élections; ce procès-verbal contiendra également les contestations soulevées et les décisions motivées du bureau; il sera signé du président et des assesseurs.

Art. 16. Si un employé élu délégué n'accepte pas le mandat lui conféré, il sera remplacé par le candidat qui a obtenu après lui le plus de voix.

Ce refus devra se faire dans les six jours. Si dans le même délai de six jours un délégué nommé d'office par le Directeur général du service afférent, refuse son mandat, un nouveau membre sera nommé parmi les éligibles qui se trouvent sur la liste électorale.

Art. 17. La validité des élections pourra être contestée pendant les huit jours qui suivront le jour de vote. Les réclamations devront être adressées conformément à l'art. 16 de l'arrêté grand-ducal du 26 juillet 1920 aux organes dont mention à l'art. 11 du même arrêté. Ces organes statueront en premier ressort dans les premiers quinze jours.

Un recours contre leurs décisions pourra être formé tant par le patron ou son représentant que par les employés et le réclamant au-

haben bis zur vorgeschriebenen Zahl der Mitglieder; die mit weniger Stimmen gewählten gelten als Ersatzmänner. Bei Stimmengleichheit haben die Ältesten den Vorzug.

Die ungültigen Zettel kommen für die Feststellung der Stimmenzahl nicht in Betracht.

Sind ungültig, alle Zettel, welche den Vorschriften der vorstehenden Artikel 9 und 10 nicht entsprechen und die weißen Zettel.

Art. 15. Das Wahlbureau entscheidet mit Stimmenmehrheit über die Streitigkeiten welche während des Wahlgeschäftes entstehen können.

Über das Wahlverfahren und das Ergebnis der Wahl ist Protokoll zu errichten; in diesem Protokolle, welches von dem Wahlvorstand (Wahlleiter und Beisitzende) zu unterzeichnen ist, sind die Einsprüche und die begründete Entscheidung des Bureau ebenfalls anzuführen.

Art. 16. Lehnt ein Gewählter die Wahl ab, so gilt an seiner Stelle der an Stimmenzahl nächstfolgende als gewählt. Die Ablehnung muß binnen sechs Tagen erfolgen. Lehnt in demselben Zeitraum von sechs Tagen ein durch den zuständigen Generaldirektor ernanntes Ausschußmitglied das Amt ab, so wird ein neues Mitglied aus den Wählbaren der Wählerlisten ernannt.

Art. 17. Die Gültigkeit der Wahl kann binnen acht Tagen nach der Wahl angefochten werden. Aufrechnungen sind gemäß Art. 16 des Großh. Beschlusses vom 26. Juli 1920 bei den im Art. 11 desselben Großh. Beschlusses bezeichneten Organen einzubringen. Diese Organe entscheiden in erster Instanz in den nächsten 15 Tagen. Berufung gegen ihre Entscheidungen kann sowohl von dem Arbeitgeber oder dessen Stellvertreter sowie von den Angestellten und dem Beschwerdeführer beim zuständigen General-Direktor ein-

près du Directeur général du service afférent qui statuera alors définitivement.

Ce recours devra être formé sous peine de nullité dans les huit jours de la notification de la première décision. Cette notification se fera par lettre recommandée qui sera envoyée au président du bureau électoral comme représentant du patron, au secrétaire comme représentant des employés et au réclamant. La notification devra en outre être affichée publiquement dans l'entreprise le jour de son arrivée.

En cas d'empêchement ou d'absence du président du bureau électoral ou du secrétaire, la décision pourra être valablement notifiée à un autre représentant du patron resp. à un autre représentant des employés lequel sera ou bien l'autre assesseur du bureau électoral ou bien, un délégué désigné par l'élection attaquée.

Si l'élection est déclarée nulle par l'autorité compétente, de nouvelles élections devront avoir lieu dans le délai d'un mois.

Ce délai courra du jour où un recours contre la décision de première instance ne sera plus possible, ou, si un recours a été formé, du jour où la décision du Directeur général du service afférent sera parvenue au président du bureau électoral.

La décision du Directeur général du service afférent sera également affichée publiquement dans l'entreprise et expédiée aux personnes ci-dessus mentionnées.

Art. 18. L'élection sera nulle si les formalités essentielles n'ont pas été observées, de sorte que le résultat en ait été influencé. L'élection d'un employé élu qui n'était pas éligible au jour du vote, sera nulle.

Art. 19. Les délais prévus dans le présent arrêté sont des délais francs.

gelegt werden, welcher dann endgültig entscheidet.

Diese Berufung muß unter Strafe der Nichtigkeit in den acht Tagen nach Bekanntmachung der erstinstanzlichen Entscheidung geschehen. Diese Bekanntmachung geschieht in Form eines eingeschriebenen Briefes, welcher dem Wahlleiter, als dem Vertreter des Arbeitgebers, dem Sekretär, als dem Vertreter der Angestellten und dem Beschwerdeführer zu senden ist. Außerdem muß die Bekanntmachung am Tage seiner Ankunft, im Betriebe öffentlich angeschlagen werden.

Im Falle der Verhinderung oder der Abwesenheit des Wahlleiters oder des Sekretärs kann die Entscheidung einem anderen Vertreter des Arbeitgebers resp. einem anderen Vertreter der Angestellten welcher entweder der andere Beisitzende des Wahlbureaus oder ein durch die beauftragte Wahl bezeichnetes Ausschussmitglied sein kann, gültig zugesandt werden.

Ist die Ungültigkeit der Wahl von der Behörde anerkannt, so ist innerhalb Monatsfrist ein neues Wahlverfahren einzuleiten.

Diese Frist läuft von dem Tage, wo eine Berufung gegen die erstinstanzliche Entscheidung nicht mehr möglich ist, oder wenn eine Berufung vorliegt, von dem Tage, wo die Entscheidung des zuständigen General-Direktors bei dem Wahlleiter angelangt ist.

Die Entscheidung des zuständigen General-Direktors ist im Betriebe ebenfalls anzuschlagen und an dieselben obengenannten Personen zu richten.

Art. 18. Die Wahl ist ungültig, wenn gegen wesentliche Vorschriften des Wahlverfahrens verstoßen wurde, wodurch das Wahlergebnis verändert werden konnte. Ungültig ist die Wahl eines Angestellten, der am Tage der Wahl nicht wählbar war.

Art. 19. Die im vorstehenden Beschlusse vorgesehenen Fristen sind als volle Fristen zu betrachten.

Art. 20. Les pièces relatives aux élections seront conservées par le comité jusqu'à l'expiration du mandat des élus.

Le patron supportera les frais et dépenses de l'élection.

Art. 21. L'arrêté ministériel du 5 décembre 1919 concernant la procédure électorale pour l'élection des délégations d'employés est abrogé.

Art. 22. Le présent arrêté sera publié au *Mémorial*.

Luxembourg, le 29 décembre 1920.

*Le Directeur général du commerce,
de l'industrie et du travail.*

A. PESCATORE.

Arrêté ministériel du 28 décembre 1920, concernant la fixation de prix de vente pour le beurre et le lait, pour le mois de janvier 1921.

**LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGRICULTURE
ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE;**

Vu les arrêtés grand ducaux des 13 septembre 1919 et 28 octobre 1920, concernant la fixation de prix normaux pour la vente des objets de première nécessité;

Vu l'arrêté ministériel du 25 novembre 1920, concernant la fixation de prix de vente pour le beurre et le lait, pour le mois de décembre 1920;

Vu les avis demandés;

Arrête:

Art. 1^{er}. Le prix de vente pour les objets ci-après désignés sont fixés pour le mois de janvier 1921 comme suit:

A. Beurre.

1^{er} à fr. 7,25 la livre pour le beurre de laiterie livré à la gare d'expédition la plus proche;

2^e à fr. 6,75 pour le beurre de ferme pris chez le producteur.

Art. 20. Die Wahlakten werden vom Angestellten-Ausschuß bis zur Beendigung seiner Amtsdauer aufbewahrt.

Die sämtlichen Kosten der Wahl trägt der Arbeitgeber.

Art. 21. Der Ministerialbeschuß vom 5. Dezember 1919 betreffend Wahlordnung für die Wahl der Angestellten-Ausschüsse ist abgeschafft.

Art. 22. Gegenwärtiger Beschluß wird im „Memorial“ veröffentlicht.

Luxemburg, den 29. Dezember 1920.

*Der General-Direktor des Handels,
der Industrie und der Arbeit,
H. Pescatore.*

Ministerialbeschuß vom 28. Dezember 1920, betreffend die Festsetzung von Butter- und Milchverkaufspreisen für den Monat Januar 1921.

Der General-Direktor des Ackerbaus und der sozialen Fürsorge;

Nach Einsicht der Großh. Beschlüsse vom 13. September 1919 und 28. Oktober 1920, betreffend die Festsetzung von Verkaufsrichtpreisen für unentbehrliche Gegenstände;

Nach Einsicht des Ministerialbeschlusses vom 25. November 1920, betreffend die Festsetzung von Butter- und Milchverkaufspreisen für den Monat Dezember 1920;

Nach Einsicht der eingeforderten Sachverständigengutachten;

Beschließt:

Art. 1. Die Verkaufspreise nachbezeichneter Gegenstände sind für den Monat Januar 1921 festgesetzt wie folgt:

A. - Butter.

1. Molkereibutter: 7,25 Fr. das Pfund für Lieferung zur nächsten Bahnstation;

2. Landbutter 6,75 Fr. das Pfund für Abnahme beim Erzeuger.

Ces prix pourront être augmentés de 0.40 fr. au maximum par livre pour le cas où la vente est faite par le commerce intermédiaire.

Cette majoration s'entend également tant pour les laiteries que pour les producteurs qui font la vente de leur marchandise directement aux marchés publics.

B. — Lait complet.

1^{er} à fr. 0.70 le litre, pris au domicile du producteur soit par le consommateur soit par l'intermédiaire dans leurs propres bidons;

2^o à fr. 0.75 le litre livré par le producteur dans ses propres bidons aux intermédiaires tels que marchands de lait, coopératives, administrations communales, laiteries, soit en gare d'expédition, soit à domicile, si le transport ne se fait pas par chemin de fer.

3^o à fr. 0.85 le litre dans les débits des intermédiaires, ou livré au domicile du consommateur soit par le producteur soit par le détaillant.

Ces prix ne sont pas applicables au lait pasteurisé.

C. — Lait écrémé.

A fr. 0.20 pour le lait écrémé soit partiellement soit totalement.

Art. 2. Il est interdit d'une façon générale aux commerçants de vendre du beurre et du lait à d'autres commerçants.

Cette disposition n'est toutefois pas applicable au commerce sédentaire, qui pourra être fourni par le commerce ambulant.

Art. 3. Il est interdit aux producteurs de vendre du beurre au domicile de personnes qui ne sont pas commerçants de beurre.

Art. 4. Dans les locaux où se fait la vente de beurre et de lait, cette vente devra être affichée dans la vitrine par des pancartes lisibles et apparentes, avec indication des prix.

Art. 5. L'arrêté ministériel du 28 octobre 1920, concernant la fixation de prix de vente pour le beurre et le lait, est rapporté.

Zum Zwischenhandel dürfen sich diese Preise um höchstens 0.40 Fr. erhöhen.

Derselbe Aufschlag wird den Erzeugern zu gebilligt, die ihre Ware zum Markte bringen.

B. — Vollmilch.

1. 0.70 Fr. den Liter für Milch, die der Konsument oder Zwischenhändler in eigenen Mannen beim Produzenten abholt;

2. 0.75 Fr. den Liter für Milch, die der Produzent in seinen eigenen Mannen, Zwischenhändlern wie Milchverkäufern, Genossenschaften, Gemeindeverwaltungen, Molkereien zur nächsten Bahnstation oder, wenn der Transport nicht per Bahn geschieht, ins Haus liefert.

3. 0.85 Fr. den Liter bei den Wiederverkäufern, und wenn die Milch vom Produzenten oder vom Kleinhändler ins Haus geliefert wird.

Diese Preise sind nicht auf die sterilisierte Milch anwendbar.

C. — Magermilch.

0.20 Fr. für teilweise oder ganz entrahmte Milch.

Art. 2. Den Händlern ist es im allgemeinen untersagt, Butter und Milch an andere Händler zu verkaufen.

Diese Bestimmung ist jedoch auf den festhaften Handel nicht anwendbar, der vom Wandergewerbe beliefert werden darf.

Art. 3. Den Produzenten ist es verboten, Personen, die nicht Butterhändler sind, Butter ins Haus zu liefern.

Art. 4. In den Läden, in denen Butter und Milch verkauft wird, müssen die Verkaufspreise im Schaufenster an sichtbarer Stelle und in leibarer Schrift angeschlagen sein.

Art. 5. Der Groß. Beschluß vom 28. Oktober 1920, betreffend die Festsetzung von Butter- und Milchverkaufspreisen ist aufgehoben.

Art. 6. Les contraventions aux dispositions du présent arrêté seront punies des peines prévues par l'arrêté grand-ducal du 28 octobre 1920.

Art. 7. Le présent arrêté sera publié au *Mémorial*.

Luxembourg, le 28 novembre 1920.

*Le Directeur général de l'agriculture
et de la prévoyance sociale,*
R. DE WAHA.

Avis. Assurances accidents.

En exécution de l'arrêté du 16 octobre 1920, il a été procédé le 8 novembre à l'élection de délégués-ouvriers, prévue par les art. 35 et 53 de la loi du 5 avril 1902 sur l'assurance obligatoire contre les accidents.

Le relevé publié ci-après indique par cantons judiciaires les personnes qui, d'après le résultat des élections seront appelées à fonctionner jusqu'au 31 décembre 1923 en qualité de délégués-ouvriers.

Canton Capellen.

Wirkliche Mitglieder:

- H. H. Johann Massard, Hüttenarbeiter, Steinfort;
Hilf. Birb, Mangierer, Steinfort;
J. M. Brann, Schreiner, Hobscheid;
J. P. Clements, Schlosser, Garnich;
Dom. Jevereisen, Schmied, Hoeselingen;
Peter Kien, Wiegler, Steinfort;
J. M. Ibor, Elektriker, Hobscheid;
Eug. Weiss, Mangierer, Steinfort;
Hilf. Zwid, Maschinist, Steinfort;
J. M. Poursel, Schmied, Hoeselingen.

Ersatzmitglieder:

- H. H. Anton Nikolas, Vorarbeiter, Eischen;
Theodor Prommenschenkel, Arbeiter, Hobscheid;

Art. 6. Zuwiderhandlungen gegen diese Bestimmungen werden mit den im Großh. Beschluß vom 28. Oktober 1920 vorgesehenen Strafen geahndet.

Art. 7. Dieser Beschluß soll im „Memorial“ veröffentlicht werden.

Luxemburg, den 28. Dezember 1920.

*Der General-Direktor des Meterbaus
und der sozialen Fürsorge,*
H. de W a h a.

Bekanntmachung. - Unfallversicherung.

Zu Ausführung des Beschlusses vom 16. Oktober 1920, wurde am 8. November 1920 zu der in Art. 35 und 53 des Unfallversicherungsgesetzes vom 5. April 1902 vorgesehenen Wahl von Arbeitervertretern geschritten.

Das nachfolgende Verzeichnis gibt für jeden Gerichtskanton die Personen an, die nach dem Wahlergebnis berufen sind, bis zum 31. Dezember 1923 die Funktionen von Arbeitervertretern auszuüben.

- Ferdinand Deischler, Hüttenarbeiter, Wamer;
Alfons Wieren, Eisenbahnarbeiter, Kleinbettingen;
Joh. Kirps, Schmelzer, Hobscheid;
Anton Scholtes, Werkmeister, Koerich;
Jos. Schuler, Schlosser, Steinfort;
Hilf. Thill, Wiegler, Eischen;
Joh. Weber, Arbeiter, Hobscheid;
Joh. Krend, Schmelzer, Steinfort.

Canton Clerf.

Wirkliche Mitglieder:

- H. H. Peter Krend, Steinbrecher, Clerf;
Michael Baustert, Schmied, Alfelingen;
Johann Devans, Steinbrecher, Clerf;
Peter Faber, Wagner, Clerf;
Peter Gwiedt, Arbeiter, Clerf;
Albert Boensgen, Mehlgeregelte, Clerf;

Josef Scholtes, Mehrgeselle, Clerf;
Mathias Serve, Rottenarbeiter, Clerf;
Johann Splix, Arbeiter, Clerf;
Hubert Streveler, Chauffeur, Clerf.

Erfahrmilglieder:

- H. Mathias Hack, Heizer, Mfingen;
Eduard Hoffmann, Arbeiter, Mfel-
born;
Daniel Louis, Arbeiter, Mfelborn;
Mit. Kottlinger, Chauffeur, Clerf;
Ludwig Schmitz, Steinbrecher, Clerf;
Josef Aiten, Schriftfhrer, Hofingen;
Johann Kaulmann, Arbeiter, Weis-
wampach;
Bernard Lick, Schlosser, Mfingen;
Jakob Hansen, Hilfsarbeiter, Mfingen;
Peter Moris, Hausdiener, Clerf.

Kanton Dietrich.

Wirklche Mitglieder:

- H. Michel Bourgard, Former, Dietrich;
Joh. Closter, Fuhrknecht, Dietrich;
Theodor Harb, Maurer, Dietrich;
Theodor Hettling, Maschinist, Dietrich;
J. P. Klein, Holzarbeiter, Dietrich;
Joh. Medernach, Maschinist, Dietrich;
Mit. Medernach, Vorarbeiter, Wils-
dorf;
Joh. Meinh, Arbeiter, Dietrich;
Mit. Wirlon, Buchhalter, Etelbrud;
Anton Wolff, Gerber, Dietrich.

Erfahrmilglieder:

- H. Mit. Bourkel, Blafomierer, Dietrich;
Theodor Bourkel, Seher, Dietrich;
Josef Haber, Maschinist, Dietrich;
Frit Boebel, Zurchter, Dietrich;
Mathias Lary, Schreiner, Dietrich;
Heinrich Besch, Steinhauer, Wilsdorf;
Michel Poncelet, Arbeiter, Feulen;
Heinrich Schalk, Seher, Dietrich;
Joh. Steichen, Schreiner, Dietrich;
Joh. Welfch, Anstreicher, Dietrich.

Kanton Echternach.

Wirklche Mitglieder:

- H. Michel Gippers, Schreiner, Echternach;
J. B. Freres, Töpfer, Echternach;
Mit. Heimb, Konditor, Echternach;
Mit. Prim, Arbeiter, Echternach;
Philipp Schmit, Konditor, Echternach;
Anton Weber, Arbeiter, Echternach;
J. P. Weiss, Dreher, Echternach;
Mit. Welfchbillig, Arbeiter, Echternach;
J. P. Hardt, Schlosser, Echternach;
Joh. Schmit, Arbeiter, Echternach.

Erfahrmilglieder:

- H. Peter Dahm, Arbeiter, Echternach;
Hubert Dostert, Schlosser, Echternach;
J. P. Prim, Mehrgeselle, Echternach;
J. P. Elliger, Zeichner, Echternach;
Heinrich Schaffner, Schlosser, Echternach;
Jos. Frierweiler, Maurerarbeiter, Echternach;
Philipp Waagner, Arbeiter, Echternach;
J. P. Wildanger, Arbeiter, Echternach;
Joh. Nierenhausen, Sandlanger, Echternach;
Mit. Bruecker, Dreher, Echternach.

Kanton Esch.

Kategorie A.

Wirklche Mitglieder:

- H. Peter Zehnten, Maschinist, Esch;
Mit. Lheis, Zurchter, Esch u. d. Mz.,
Hubert Diesburg, Walzmeister, Esch
u. d. Mz.;
Mathias Anton, Vorarbeiter, Esch-
lingen;
Peter Medinger, Monteur, Esch-
lingen;
Leo Lesage, Mechaniker, Eschlingen;
Joh. Weisgerber, Pfannenstampfer,
Eschlingen;

Theodor Wagner, Wiegemeister, Esch
a. d. Mz.;

J. J. Wolff, Sägemeister, Esch a. d. Mz.

Michel Lengler, Maschinist, Esch-Mz.

Ersatzmitglieder:

SS. Philipp Hilbert, Former, Mödingen;

Michel Fönd, Elektriker, Mödingen;

Wilhelm Wampach, Maschinist, Mödingen;

Alfons Weisgerber, Zimmer, Mödingen;

Paul Theobald, Monteur, Dödelingen;

Elsan Schumacher, Arbeiter, Dödelingen;

Joh. Wirtgen, Maschinist, Differdingen;

Heinrich Decker, Mechaniker, Mödingen;

Michel Moris, Stahlwerksarbeiter, Niederforn;

Michel Enschien, Elektriker, Mümelingen.

Kategorie B.

SS. Peter Schmit, Bergmann, Differdingen;

Hubert Fellgen, Schmied, Mödingen;

Theoph. Schweiner, Schmied, Mödingen;

Wil. Kuntgen, Bergmann, Niederforn;

Kal. Schmit, Bergmann, Differdingen;

Joh. Staar, Auchhalter, Esch a. d. Mz.

Karl Krah, Maschinist, Esch a. d. Mz.;

Jos. Kieffer, Elektriker, Esch a. d. Mz.;

Joh. Denis, Bergmann, Esch a. d. Mz.;

Peter Meding, Vorarbeiter, Esch/Mz.;

Ersatzmitglieder:

SS. Heinrich Freymann, Bergmann, Esch
a. d. Mz.;

J. P. Debras, Bergmann Esch Mz.;

Wil. Tholl, Bergmann, Esch a. d. Mz.;

J. B. Kemp, Bergmann, Tettingen;

Wil. Jopa, Bergmann, Tettingen;

J. B. Baef, Bergmann, Dödelingen;

Matthias Floener, Bergmann, Mümelingen;

Peter Quintus, Bergmann, Mümelingen;

J. B. Fiedler, Bergmann, Tettingen;

Philipp Philippi, Bergmann, Tettingen.

Kategorie C.

Wirkliche Mitglieder:

SS. Felix Mettenmeyer, Arbeiter, Esch
a. d. Mz.;

Jos. Düring, Schreiner, Esch/Mz.;

Mons Schmit, Beamter, Dödelingen;

Heinrich Philipp Schaaß, Elektriker,
Esch a. d. Mz.;

Andreas Dossing, Maschinist, Esch/Mz.;

J. P. Schieres, Anstreicher, Esch/Mz.;

Georg Theis, Maurer, Esch a. d. Mz.;

Alf. Wingerl, Schreiner, Esch/Mz.;

Viktor Weber, Dachdecker, Differdingen;

Wil. Franzen, Arbeiter, Esch Mz.

Ersatzmitglieder:

SS. Mons Auen, Gipser, Differdingen;

Wil. Lahur, Vorarbeiter, Mödingen;

Franz Bonr, Vorarbeiter Esch a. d. Mz.;

Franz Koss, Mottenarbeiter, Esch/Mz.;

Pierre Nicolas Forst, Vorarbeiter,
Bergem;

Math. Bedt, Güterlader, Wettemburg;

Jakob Föhrmann, Vorarbeiter, Wettemburg;

Jakob Helminger, Vorarbeiter, Wettemburg;

J. P. Kronte, Vorarbeiter, Wettemburg;

Georg, Kreis, Hüfsschaffner, Wettemburg.

Kategorie D.

Wirkliche Mitglieder:

SS. Wil. Goeckert, Heizer, Esch a. d. Mz.;

Anton Andr. Werer, Magazinverwalter,
Esch a. d. Mz.;

J. B. Harles, Schriftseher, Esch Mz.;
 Mik. Deslreicher, Schriftseher, Esch
 a. d. Mz.;
 Leo Marnach, Fuhrmann, Esch Mz.;
 Karl Jsaat, Buchführer, Esch a. d. Mz.;
 Lambert Andries, Vorarbeiter, Esch
 a. d. Mz.;
 Peter Rirsch, Sägewerksarbeiter, Dis-
 ferdingen;
 Joh. Wampach, Schriftseher, Differ-
 dingen;
 Mik. Franzen, Arbeiter, Differdingen.

Ersatzmitglieder:

H. Joh. Schleffer, Heizer, Löttingen;
 Eduard Lahire, Arbeiter, Lendelingen.

Stanton Grevenmacher.

Wirkliche Mitglieder:

H. Mik. Clemens-Johl, Steinbrecher,
 Grevenmacher;
 Peter Colbach, Schlosser, Greven-
 macher;
 Franz Enders, Bierdepositar, Gre-
 venmacher;
 Karl Felten, Elektriker, Grevenmacher;
 Joh. Doudremont, Steinbrecher,
 Wiensdorf;
 Peter Merlen-Felten, Vorarbei-
 ter, Grevenmacher;
 Michel Steffen-Heyer, Blason-
 nierer, Grevenmacher;
 Joh. Weber-Döflert, Steinbrecher,
 Grevenmacher;
 Franz Weffling, Steinbrecher, Gre-
 venmacher;
 Mik. Achten-Gelhausen, Maurer,
 Grevenmacher.

Ersatzmitglieder:

H. Joh. Winsfeld, Steinbrecher, Wiens-
 dorf;
 Gerhard Hippinger, Heizer, Gre-
 venmacher;
 Math. Schilh, Schreiner, Greven-
 macher;

Mik. Schock-Jakob, Schriftseher,
 Grevenmacher;
 Franz Heves-Merten, Stein-
 brecher, Grevenmacher;
 Bern. Wener, Vorarbeiter, Greven-
 macher;
 Michel Hilger, Mottenarbeiter, Wasser-
 billig;
 Math. Gaspar, Former, Wivver;
 Peter Schaus, Schreiner, Manternach;
 Wilhelm Hensel, Dreher, Wivver.

Stanton Luxemburg.

Kategorie A.

Wirkliche Mitglieder.

H. Franz Trausch, Klempner, Bonneweg;
 J. B. Staudt, Schlosser, Hollerich;
 Michel Mußmann, Schmied, Bonneweg;
 Ferd. Jander, Arbeiter, Pfaffenthal;
 Theodor Berg, Schlosser, Hollerich;
 Peter Linsler, Schlosser, Bonneweg;
 Dom. Stöß, Vorarbeiter, Hollerich;
 Mik. Phil. Lambert, Schmied, Bon-
 neweg;
 Joh. Belles, Schlosser, Mendorf;
 Karl Bessort, Arbeiter, Pfaffenthal.

Ersatzmitglieder:

H. Peter Weisch, Arbeiter, Hollerich;
 Joh. Wiche, Kutuppler, Weimerkirch;
 Mik. Weh, Schlosser, Bonneweg;
 J. B. Schmitz, Arbeiter, Clausen;
 J. B. Jaaat, Arbeiter, Weimerkirch;
 Mik. Thommes, Arbeiter, Bonneweg;
 Michel Gegenwetter, Arbeiter,
 Bonneweg;
 A. Einsweiler, Beamter, Gasperich;
 Aug. Adam, Beamter, Luxemburg;
 M. Jacob, Schreiner, Bonneweg.

Kategorie B.

Wirkliche Mitglieder:

H. Eduard Döbner, Dreher, Eich,
 Math. Fisch, Arbeiter, Tommesdingen
 Weygen;

August Jungblud, Arbeiter, Eich-
Papierberg;
Fr. Eschweiler, Schlosser, Hollerich;
Peter Feydt, Schmied, Steinfel;
Theodor Hellers, Schlosser, Hollerich;
Mit. Armenner, Arbeiter, Dommel-
dingen;
Jos. Mey, Schlosser, Dommel-
dingen-Weimerskirch;
J. B. Masquin, Schlosser, Dommel-
dingen;
Felix Junio, Former, Eich-Papierberg.

Ersatzmitglieder.

H. Eugen Riddels, Arbeiter, Loreny-
weiler;
Math. Lameich, Magazinaufseher,
Dommel-
dingen;
J. B. Bodens, Hüttenarbeiter, Dom-
mel-
dingen;
Michel Josef Zungers, Arbeiter, We-
merskirch;
Mloys Michel, Former, Weimerskirch;
Franz Jost, Arbeiter, Dommel-
dingen;
Michel Heymanns, Maurer, Dom-
mel-
dingen;
J. B. Schicks, Arbeiter, Hollerich;
Em. Flamang, Schlosser, Eich;
Mit. Krier, Schlosser, Bonneweg.

Kategorie C.

Wirkliche Mitglieder:

H. Ed. Luthy, Gasarbeiter, Grund;
Peter Müller, Arbeiter, Mollinger-
grund;
Jak. Fleener, Dachdecker, Hollerich;
L. Wesswind, Arbeiter, Mollinger-
grund;
Mit. Marson, Arbeiter, Mollinger-
grund;
Math. Welter, Gasarbeiter, Hollerich;
Jak. Winandy, Gasarbeiter, Ver-
lorentsch;
Hubert Noss, Arbeiter, Eich;

Joh. Wüller, Plafonnierer, Merl,
Lorenz Kremer, Schreiner, Siechen-
hof.

Ersatzmitglieder.

H. Joh. Zeig, Maurer, Mollingergrund,
Math. Werthessen, Schreiner, Clausen;
Alfons Schintgen, Bildhauer, Lu-
xemburg;
J. B. Nuppert, Arbeiter, Luxemburg,
J. B. Lambert, Gasarbeiter, Clausen;
Peter Nies, Arbeiter, Stadigrund;
Peter Pfeiffer, Arbeiter, Siechenhof,
Peter Schäffer, Maurer, Straßen;
Joh. Feiereisen, Arbeiter, Papier-
berg.

Kategorie D.

Wirkliche Mitglieder:

H. Karl Jander, Branereiarbeiter, Lu-
xemburg;
Mit. Colling, Buchdrucker, Luxemburg;
Peter Lambert, Arbeiter, Schleifmühl;
Ch. Hartmann, Buchdrucker, Clausen,
Heinrich Schöffeler, Arbeiter, Pul-
vermühl;
E. Faulke, Arbeiter, Hamm;
Barth. Warbel, Buchdrucker, Bonne-
weg;
Mit. Thomas, Handschuharbeiter, Lim-
pertsberg;
J. B. Martin, Handschuharbeiter,
Clausen,
Mit. Schoos, Buchdrucker, Clausen.

Ersatzmitglieder:

H. Mit. Freilinger, Marqueur, Pul-
vermühl;
Hermann Schmitz, Schuster, Clausen;
Joh. Dauphin, Schuster, Pfaffenthal;
Michel Meuter, Branereiarbeiter, Lu-
xemburg;
Peter Driemeier, Schuster, Sie-
chenhof;

Jak. Schnweiler, Buchdrucker, Sie-
chenhof;
Joh. Beiffer, Brauereiarbeiter, Lu-
xemburg;
Jules Arensdorff, Handschuharbei-
ter, Luxemburg;
Wilhelm Hermann, Brauereiarbeiter,
Luxemburg.

Stanton Mersch.

Wirkliche Mitglieder:

H. J. P. Wend, Nagelschmied, Bissen,
Mit. Leiten, Arbeiter, Bissen;
J. P. Menland, Schlosser, Bissen,
Math. Wittor, Schlosser, Bissen,
Albert Elcheroth, Holzarbeiter, Moes-
dorf;
Joh. Heinh, Holzarbeiter, Moesdorf,
Math. Jungbluth, Schlosser, Mersch;
J. P. Willim, Holzarbeiter, Beringen,
Andr. Theres, Holzarbeiter, Pet-
tingen;
Hr. Joh. Mirsch, Güterlader, Mersch.

Ersatzmitglied:

Joh. Crelot, Vorarbeiter, Mersch.

Stanton Medingen.

Wirkliche Mitglieder

H. Felix Hemes, Schmied, Martelingen;
Mit. Zuchem, Spalter, Berle,
Joh. Linden, Hauer, Berle;
Joh. Lucas, Handlanger, Mabelingen;
Heinr. Martin, Sägereiarbeiter, Mar-
telingen;
Peter Beschong, Spalter, Mabelingen;
Franz Sonntag, Spalter, Berle;
Peter Bernard, Hauer, Mabelingen;
Anton Bourgeois, Hauer, Marte-
lingen;
Joh. Courtois, Maschinist, Marte-
lingen.

Ersatzmitglieder:

H. Aug. Voelch, Sägereiarbeiter, Marte-
lingen;

Wilhelm Bremer, Hauer, Mabelingen;
Dom. Marx, Hauer, Wolvelingen;
J. B. Wersch, Spalter, Martelingen,
Stefan Modersch, Spalter, Martelingen,
Mit. Schortgen, Handlanger, Wol-
velingen;
J. P. Trum, Hauer, Martelingen,
Heinrich Grof, Gerber, Ufelingen,
Joh. Schroeder, Schlosser, Mördingen.

Stanton Memich.

Wirkliche Mitglieder.

H. Mit. Feller, Heizer, Mondorf;
Aug. Follmer, Fischhändler, Memich,
Frantzen-Diederich, Bäcker, Mondorf;
J. P. Moppes, Glasmaler, Altwies;
Joh. Laug, Arbeiter, Trintingen;
Peter Leguill, Schreiner, Schengen,
Joh. Maas, Arbeiter, Canach;
J. B. Meuter, Steinbrecher, Altwies;
J. P. Schotweiler, Arbeiter, Mon-
dorf;
Joh. Straffer, Glettriter, Mondorf

Ersatzmitglieder:

H. Peter Wiever, Installateur, Memich,
Peter Deder, Schreiner, Mondorf,
Jak. Wolfel, Steinbrecher, Mondorf,
Franz Betgen, Klempner, Memich,
Peter Schandel, Steinbrecher,
Schengen,
Albert Simminger, Schreinermeister,
Mondorf;
Joh. Weidenhaupt, Eisenhandlung,
Memich;
Mit. Winkel, Schlosser, Memich,
Georg Buchholz, Steinbrecher, Alt-
wies;
Theodor Kremer, Schreiner, Mondorf

Stanton Manden.

Wirkliche Mitglieder:

H. Paul Martheiser, Mottensfuhrer,
Bettel;

1575

Michel Lieffen, Schreiner, Wanden;
Franz Erasser, bei Beckels & Cie.,
Wanden;

Math. Trierweiler, Arbeiter, Wanden;

Mit. Mosbusch, Arbeiter, Wanden.

Ordnungsmitglieder.

H. H. Heinen, Maschinier, Wanden;
Martin Hölwed, Gerber, Wanden;
Joh. Mannes, Masseur, Tiefkirch,
A. P. Martheiser, Mottenführer,
Nehren.

Luxembourg, le 27 décembre 1920.

*Le Directeur général de l'agriculture
et de la prévoyance sociale,
R. DE WAAH.*

Avis. Consuls.

L'exequatur a été accordé à M. Charles Bech,
en sa qualité de Consul de Norvège à Luxem-
bourg.

Luxembourg, le 24 décembre 1920.

*Le Ministre d'Etat,
Président du Gouvernement,
E. REUTER.*

Kanton Witt.

Wirkliche Mitglieder.

H. Mit. Mloedt, Muffel, Erpelzingen,
Stefan Weber, Heizer, Weidingen;
Joh. Miller, Gerbereiarbeiter, Witt;
Mit. Weis, Gerbereiarbeiter, Witt;
Franz Schneider, Gerbereiarbeiter,
Witt;
Joh. Hagen, Schlosser, Erpelzingen;
Joh. Deßreicher, Gerbereiarbeiter,
Witt;
Mit. Theis, Mottenarbeiter, Mautenbach.

Luxembourg, den 27. Dezember 1920.

*Der General-Direktor des Ackerbaus
und der sozialen Fürsorge,
R. de WAH.*

Bekanntmachung. Konsulate.

Dem Konsul für Norwegen, Hrn. Karl Bech
in Luxemburg, ist das Exequatur erteilt worden.

Luxembourg, den 24. Dezember 1920.

*Der Staatsminister,
Präsident der Regierung,
E. Reuter.*

Avis. - Titres au porteur.

Il résulte d'un exploit de Huissier P. Weitzel à Luxembourg, en date du 21 décembre 1920 qu'il a été
donné mainlevée de l'opposition formée par exploits du même des 11 septembre 1920 et 25 octobre 1920
(Mémorial n° 70, p. 1125, resp. n° 83, p. 1290) au paiement du capital et des dividendes de 23 actions à
500 fr. chacune de la Société Anonyme des Hauts-Fourneaux et Aciéries de Rumelange-St. Ingbert, avec
siège social à Rumelange, mais en tant seulement qu'elle porte sur les huit actions n° 1638, 5905, 5906,
5907, 6048, 6532, 6566 et 13599, la dite opposition restant subsister dans tous ses effets pour ce qui concerne
les autres quinze actions de la société signifiée, n° 406, 556, 557, 558, 559, 1106, 2855, 3603, 3909, 5784,
5785, 7296, 7549, 14017 et 14234, énumérés dans les dits actes d'opposition.

Le présent avis est inséré au *Mémorial* en exécution de l'art. 22 de la loi du 16 mai 1894, concernant la
perte des titres au porteur.

Luxembourg, le 23 décembre 1920

*Le Directeur général des finances,
A. NEYENS.*

Avis. - Administrations communales.

Par arrêtés grand-ducaux en date de ce jour ont été nommés bourgmestres des communes ci-après désignées, savoir:

Beltembourg: M. Auguste *Collart*, agronome, à Beltembourg;

Berg: M. Adolphe *Wagner*, cultivateur, à Colmar-Berg.

Bissen: M. Nicolas *Sinner*, cultivateur, à Bissen;

Contern: M. Michel *Leytem*, cultivateur, à Medingen;

Dippach: M. Edouard *Kirsch*, propriétaire, à Sprinkange;

Dudelange: M. Michel *Gindt*, chef d'exploitation, à Dudelange;

Esch-sur-Alzette: M. Victor Wilhelm, assistant au chemin de fer, à Esch-sur-Alzette;

Frisange: M. Jean-Pierre *Keyl*, cultivateur, à Frisange;

Garnich: M. Jacques *Schmitz*, propriétaire, à Garnich;

Hobscheid: M. Jacques *Feller*, meunier, à Eischen;

Hesperange: M. Jean *Sleichen*, propriétaire, à Altzingen;

Heffingen: M. Jacques *Colbach*, cultivateur, à Heffingen;

Kœrich: M. Dominique *Portzenem*, cultivateur, à Kœrich;

Kopstal: M. Henri *Hemes*, cultivateur, à Kopstal;

Mamer: M. Jean *Schneider*, cultivateur, à Mamer;

Mersch: M. Charles *Eichhorn*, propriétaire, à Mersch;

Nommern: M. Pierre *Petry*, propriétaire, à Nommern;

Sandweiler: M. Pierre *Hentzen*, cultivateur, à Sandweiler;

Sanem: M. Jacques *Batting*, cultivateur, à Belvaux;

Bekanntmachung. - Gemeindeverwaltungen.

Durch Großh. Beschlüsse vom heutigen Tage sind zu Bürgermeistern nachbezeichneter Gemeinden ernannt worden:

Schiffflange: M. Jean *Claus*, propriétaire, à Schiffflange;

Schultrange: M. Jean *Welbes*, propriétaire, à Schultrange;

Strassen: M. Jean-Pierre *Peyder*, cultivateur, à Strassen;

Walferdange: M. Jean-Pierre *Wiseler*, maître-tailleur, à Helmsange;

Weiler-la-Tour: M. Joseph *Hoffmann*, propriétaire, à Syren;

Asselborn: M. Chrétien *Reiners*, cultivateur, à Rumlange;

Bœvange (Clervaux): M. Michel *Glesener*, cultivateur à Bœvange;

Consthum: M. Pierre *Lutgen*, cultivateur, à Consthum;

Heinerscheid: M. Nicolas *Reuter*, cultivateur, à Fischbach;

Hosingen: M. Pierre *Peters-Flick*, cultivateur, à Hosingen;

Munshausen: M. Théodore *Börner*, cultivateur et député, à Munshausen;

Bastendorf: M. Jacques Emile *Lammers*, cultivateur, à Bastendorf;

Bettendorff: M. Jean *Muller*, cultivateur, à Bettendorf;

Diekirch: M. Pierre *Pemmers*, avocat-avoué, à Diekirch;

Ermsdorf: M. Jean-Pierre *Lambert*, propriétaire, à Reiser-mühle;

Ettelbruck: M. Lucien *Salentin*, notaire, à Ettelbruck;

Feulen: M. Jean *Koder*, cultivateur, à Niederfeulen;

Hoscheid: M. A.-Jos.-Nic. *Birkel*, cultivateur, à Hoscheid;

Medernach: M. Laurent *Schmartz-Hansen*, cultivateur, à Medernach;

Mertzig: M. J.-P. *Kass*, cultivateur, à Mertzig;
Reisdorf: M. Nicolas *Mergen*, cultivateur, à Reisdorf;
Arsdorf: M. Joseph *Reuler*, propriétaire, à Arsdorf;
Bellborn: M. Pierre *Loesch*, cultivateur, à Pralz;
Ell: M. Nicolas *Klein*, propriétaire et député, à Roodt;
Perlé: M. Henri *Plier*, cultivateur, à Holtz;
Saerl: M. Emile *Conder*, distillateur, à Saerl;
Vichten: M. Joseph *Kirsch*, cultivateur, à Vichten;
Wahl: M. Nicolas *Jacques*, propriétaire, à Wahl;
Esch-sur-Sûre: M. Nicolas *Greich*, tanneur, à Esch-sur-Sûre;
Herlange: M. Jean-Nicolas *Nauquette*, propriétaire, à Tarchamps;
Heiderscheid: M. Pierre *Theis*, cultivateur, à Eschdorf;
Kautenbach: M. Théodore *Thilgen*, cultivateur, à Kautenbach;
Neuenhausen: M. Edouard *Zigrand*, cultivateur, à Insborn;
Oberwampach: M. Georges *Heintz*, cultivateur, à Brachtenbach;
Wilwerwiltz: M. Alex *Lumby*, tanneur, à Wilwerwiltz;
Winseler: M. André *Weinandy*, cultivateur, à Noertrange;

Par arrêtés grand-ducaux en date du même jour ont été nommés chevins des villes ci-après désignées, savoir:

Dudelange: MM. Alfred *Heurion*, industriel, à Dudelange, et Jean *Thomes*, cultivateur, à Budersberg;
Esch-sur-Alzette: MM. Jacques *Thilmann*,

Luxembourg, le 27 décembre 1920.

Le Ministre d'Etat,
Président du Gouvernement,
E. REUTER.

Beaufort: M. Joseph *Linckels*, docteur en droit et agronome, à Beaufort;
Bech: M. Pierre *Lenertz*, propriétaire, à Zittig;
Belzdorf: M. Jean-Pierre *Heinen*, médecin, à Roodt;
Biwer: M. François *Penning*, propriétaire, à Biwer;
Bous: M. Pierre *Fellen*, propriétaire, à Rolling;
Burmerange: M. Pierre *Diederich*, propriétaire, à Elvange;
Flaxweiler: M. Jean *Molitor*, propriétaire, à Oberdonven;
Manternach: M. Nicolas *Wagner*, propriétaire, à Berbourg;
Mertel: M. Mathias *Trierweiler*, propriétaire, à Mertel;
Mompach: M. Henri *Donckel*, propriétaire, à Herborn;
Remich: M. Michel *Altvies*, industriel, à Remich;
Rodenbourg: M. Jean *Weydert*, propriétaire, à Gonderange;
Rosport: M. Robert *Tudor*, rentier, à Rosport;
Stadtbredimus: M. Michel *Goldschmidt*, viti-culteur, à Stadtbredimus;
Waldbillig: M. Jean *Keiser*, propriétaire, à Waldbillig;
Waldbredimus: M. Nicolas *Fisch*, propriétaire, à Trintange;
Wellenstein: M. Jean *Greineldinger*, viti-culteur, à Bech;

Durch Großh. Beschlüsse vom selben Tage, sind zu Schöffen nachbezeichneter Städte ernannt worden:

négociant, à Esch-s.-Alz., et Nicolas *Kieffer*, électricien, à Esch-s.-Alz.;
Remich: MM. François *Schengen*, viti-culteur, à Remich, et François *Maes*, négociant, à Remich.

Luxemburg, den 27. Dezember 1920.

Der Staatsminister,
Präsident der Regierung,
E. Reuter.

Avis. — Administrations communales.

Par arrêté du soussigné en date de ce jour, ont été nommés échevins des communes ci-après désignées, savoir:

Dippach: MM. Prosper *Marr*, cultivateur, à Schouweiler, et Dominique *Engel*, cultivateur à Bettange;

Garnich: MM. Henri *Franck*, cultivateur, à Garnich, et Égide-Édonard *Kayl*, cultivateur, à Kahler;

Hobscheid: MM. Jacques *Thomas*, cultivateur, à Eischen, et Théodore *Weidig*, cultivateur, à Hobscheid;

Kopstal: MM. Michel *Kieffer* et Jean-Pierre *Gædert*, tous les deux bouchers, à Kopstal;

Mamer: MM. Pierre *Kirsch*, cultivateur, à Holzem, et Jean-Pierre *Rauchs*, cultivateur, à Capellen;

Frisange: MM. Nicolas *Sinner*, cultivateur, à Hellange, et Jean *Raus*, cultivateur, à Aspelt;

Sanem: MM. Nicolas *Balles*, cultivateur, à Soleuvre, et Jean *Donnersbach*, chimiste, à Belvaux;

Schifflange: MM. Léon-Dominique *Schon*, employé au chemin de fer, et Jean *Wagner-Soisson*, employé, tous les deux demeurant à Schifflange;

Contern: MM. Alphonse *Molitor*, cultivateur, à Oetrange, et Édouard *Medinger*, cultivateur, à Contern;

Hesperange: MM. Michel *Heuschling*, chef de train, à Itzig, et Jean *Mockel*, assistant au chemin de fer, à Hesperange;

Sandweiler: MM. Nicolas *Birkel* et Nicolas *Schmit*, tous les deux cultivateurs, à Sandweiler;

Schultrange: MM. Bernard *Mangen*, cultivateur, à Munsbach, et Jean *Stoffen*, cultivateur, à Ubersyren;

Strassen: MM. François *Stoffel* et Michel *Weyrich*, tous les deux cultivateurs, à Strassen;

Bekanntmachung. — Gemeindeverwaltungen.

Durch Beschluß des Unterzeichneten vom heutigen Tage sind zu Schöffen nachbenannter Gemeinden ernannt worden:

Walferdange: MM. Pierre *Linster*, cultivateur, à Helmsange, et Henri *Mensler*, cantonnier de l'État, à Bereldange;

Weiler-la-Tour: MM. Paul *Meiers*, propriétaire, à Hassel, et Cornelle *Stumper*, propriétaire, à Weiler;

Bissen: MM. Jean-Pierre *Ledesch* et Jean *Engel*, tous les deux cultivateurs, à Bissen;

Heffingen: MM. François *Fiedler*, cultivateur, à Heffingen, et Joseph *Fisch*, cultivateur, à Reuland;

Nommern: MM. Eugène *Meyers*, cultivateur, à Schronweiler, et Bernard *Kuffer*, cultivateur, à Cruchten.

Beaufort: MM. Jean *Glesner*, propriétaire, à Beaufort, et Pierre *Braun*, propriétaire, à Dillingen;

Betzdorf: MM. Jacques *Mangen*, propriétaire, à Berg, et Jean *Barthel*, propriétaire, à Mendsdorf;

Bous: MM. Michel *Steichen*, propriétaire, à Emeringerhof, et Jean *Capesius*, propriétaire, à Bous;

Placweiler: MM. Pierre *Kauffmann*, propriétaire, à Gostingen, et Joseph *Musquar*, propriétaire, à Buchholtz;

Manternach: MM. Jean *Weis Muller*, propriétaire, à Manternach, et Jean-Pierre *Weis Mergen*, propriétaire, à Lellie;

Rodenbourg: MM. Jean Baptiste *Didier*, propriétaire, à Rodenbourg, et Jean *Donckel*, propriétaire, à Echweiler;

Rosport: MM. Michel *Weidert Fisch*, propriétaire, à Osweiler, et Jean *Schiltz*, propriétaire, à Rosport;

1579

Stadtbredimus : MM. Pierre *Risch*, viticulteur, à Stadtbredimus, et Pierre *Rosswinkel*, viticulteur, à Greiveldange;

Waldbillig : MM. Nicolas *Glesener*, propriétaire, à Haller, et Bernard *Ræser*, propriétaire, à Christnach;

Luxembourg, le 28 décembre 1920.

*Pour le Ministre d'Etat,
Président du Gouvernement,
Le Directeur général
de l'instruction publique,
N. WELTER.*

Waldbredimus : MM. Théodore *Mölling*, propriétaire, à Roedt, et Pierre *Klincker*, propriétaire, à Waldbredimus;

Wellenstein : MM. Nicolas *Reisdorfer*, viticulteur, à Schwebsange, et Nicolas *Prenlz*, viticulteur, à Wellenstein.

Luxembourg, den 28. Dezember 1920.

*Für den Staatsminister,
Präsident der Regierung,
Der General-Direktor
des öffentlichen Unterrichts,
R. Belter.*

Emprunts communaux. — Tirage d'obligations.

Communes et sections intéressées.	Désigna- tion de l'emprunt.	Date de l'échéance.	Numéros sortis au tirage.			Caisse chargée du remboursement.
			100	500	1000	
Nommern-Gruchten.	20.000	1 ^{er} janv. 1921.	69, 106, 119.			Société luxemb. de cré- dit et de dépôts. Caisse communale.
Ettelbruck.	125.000	id.	20, 220.	28, 103.		
Boulaide.	7.000	id.	21.			
Oberwampach.	10.200	id.	34, 41, 69.			Société luxemb. de cré- dit et de dépôts. id.
Flaxweiler.	26.000	id.	78, 186, 207.			
Bourscheid-Lapperscheid.	7.000	id.	45.			id.
Luxembourg.	2.000.000 (1902)	1 ^{er} févr. 1921.			163, 308, 601, 728, 875, 946, 953, 1040, 1294, 1460, 1484, 1612, 1657, 1704, 1839, 1915.	Caisse communale.
id.		1 ^{er} août 1921.	34, 53.		231, 238, 358, 423, 593, 609, 713, 1002, 1078, 1129, 1268, 1365, 1466, 1749, 1846, 1910.	id.

Luxembourg, le 24 décembre 1920.

1580

Avis. — Titres au porteur.

Il résulte de deux exploits de l'huissier P. Weitzel à Luxembourg, en date du 18 décembre 1920, qu'il a été donné mainlevée de l'opposition formée par exploits du même des 27 et 29 juillet 1920 (Mémorial n° 59, p. 966):

a) au paiement des coupons de deux obligations 4 %, de la société anonyme des Hauts Fourneaux et Aciéries de Rumelange St. Ingbert, ayant son siège social à Rumelange, n° 1709 et 1710 d'une valeur nominale de 500 fr. chacune, émission de 1894;

b) des dividendes de six actions de la Société Deutsch-Luxemburgische Bergwerks- und Hütten-Aktiengesellschaft, établie à Bochum en Westphalie, avec succursale à Differdange, portant les n° 3418 à 3423 incl. d'une valeur nominale de 1000 mk. chacune, actions de capital estampillées, anciennement actions privilégiées;

c) des intérêts de trois obligations de la même société créées au taux de 5 %, portées depuis juillet 1910 à 4 ½ %, n° 4170, 4171 et 4173 d'une valeur nominale de 400 mk. chacune.

Le présent avis est inséré au *Mémorial* en exécution de l'art. 22 de la loi du 16 mai 1891, concernant la perte des titres au porteur.

Luxembourg, le 23 décembre 1920.

Le Directeur général des finances,
A. NEYENS.

Caisse d'épargne. — Par décision en date du 13 décembre 1920, les livrets n° 163058, 198246, 249731, 252873 et 256027 ont été annulés et remplacés par des nouveaux.

Luxembourg, le 24 décembre 1920.

